

Marché de Services

N° PA 2025-007

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(CCAP)

PRESTATIONS DE SERVICES TRAITEUR

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

Passé selon le code de la commande publique

(Articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8)

Date limite de remise des offres :

Le 22/09/2025 à 10h00

Table des matières

Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DU MARCHE.....	4
<i>Objet du marché.....</i>	<i>4</i>
<i>Plan de progrès.....</i>	<i>4</i>
Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHE.....	4
2.1 Définition de la procédure	4
2.2 Forme du marché.....	4
2.2.1 Variantes supplémentaires ou alternatives à l'initiative du pouvoir adjudicateur.....	5
2.3 Intervenants.....	5
2.3.1 Pouvoir adjudicateur	5
Le pouvoir adjudicateur est Centrale Lille.	5
Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur Général de Centrale Lille.	5
2.3.2 Titulaire	5
Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE	5
3.1 Documents non applicables.....	5
3.2 Election de domicile.....	6
Article 4 - Délais d'exécution	6
Article 5 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	6
5.3 – Bulletin de livraison.....	6
5.3 - Opérations de vérifications	7
5.4 – Réception/ajournement/réfaction et rejet	7
5.4.1 – Réception	7
5.4.2 – Ajournement/réfaction/rejet	7
Article 6 – PRIX ET REVISION DES PRIX	7
Nouvel indice = valeur du dernier indice INSEE (N°CPF56.2 et identifiant 010545950) connu à la date anniversaire.	8
Article 7 – MODALITES FINANCIERES	8
7.1 Présentation et établissement des factures	8
7.2 Délai de paiement	8
7.2 Précisions sur les modalités de règlement	9
7.2.1 Avance	9
7.2.2 Acompte	9
7.3 Clause de sauvegarde	9
7.4 Retard de paiement.....	9
7.5 Cession ou nantissement de créance	10
7.6 Cession du marché.....	10

Article 8 – PENALITES	10
8.1 Pénalité pour retard	10
8.2 Pénalités pour travail dissimulé.....	10
8.3 Pénalités pour non livraison.....	11
8.4 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale.....	11
8.5 Pénalités pour manquement à l'obligation de réponse.....	11
8.6 Pénalités pour non remise en état des lieux	11
8.7 Pénalités pour défaillance	11
8.8 Pénalités pour non reprise du matériel.....	11
8.9 Pénalités pour non-respect des règles de sécurité et pour comportement inapproprié du personnel du titulaire	11
8.10 Pénalités pour non-respect prescriptions sanitaires et de la législation en la matière	11
8.11 Pénalités pour non transmission de la fiche explicative.....	11
8.12 Pénalités pour non déclaration de sous-traitant	11
8.13 Autres stipulations	11
Article 9 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	12
9.1 Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du Travail).....	12
9.2 Assurances.....	12
Article 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE	12
Article 11 – DISPOSITIONS GENERALES.....	13
11.1 Protection des données à caractère personnel	13
11.2 Médiation.....	13
11.3 Clause stipulée non écrite	14
Article 12 – RESILIATION	14
Article 13 – REGLEMENT DES DIFFERENTS	14

Article 1 – OBJET ET PERIMETRE DU MARCHE

Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations de services traiteur pour les besoins du site de CENTRALE LILLE INSTITUT composé de 4 écoles internes :

- CENTRALE LILLE
- ITEEM
- ENSCL
- IG2I

Les spécifications techniques de la prestation, objet du marché, sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Plan de progrès

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de Centrale Lille.

Des rencontres régulières avec le titulaire seront menées en parallèle tout au long du marché et accompagnées d'indicateurs de mesure de la qualité de service (taux de service, revue de contrat, etc.).

Un interlocuteur spécifique, coordinateur technique de Centrale Lille, sera donc affecté au suivi du marché. Cet interlocuteur dispose du savoir-faire, compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la réalisation, la gestion et le bon fonctionnement pour l'exécution du marché.

Article 2 – DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 Définition de la procédure

L'accord cadre est passé selon la procédure adaptée en application des **articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique**.

2.2 Forme du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre exécuté au fur et à mesure de bons de commande dans les conditions fixées aux **articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et suivant du Code de la Commande Publique**.

Le marché passé selon une procédure adaptée fera l'objet pour chaque lot d'un accord-cadre sans minimum avec maximum.

Les montants maximums seront répartis de la manière suivante :

- Lot 1 : 25 000€ HT annuels
- Lot 2 : 100 000€ HT annuels
- Lot 3 : 50 000€ HT annuels

Les montants annuels maximum sont donnés à titres estimatif et ne représentent aucun caractère contractuel.

Le lot n°1 est mono-attributaire. Les lots 2 et 3 seront multi-attributaires (3 candidats maximum par lot).

2.2.1 Variantes supplémentaires ou alternatives à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Conformément aux articles R2151-9 et R2151-10 du Code de la Commande Publique, les candidats devront présenter des variantes obligatoires pour les trois 3 lots.

La description technique et les caractéristiques minimales de ces variantes sont décrites au CCTP.

La non-réponse à ces prestations supplémentaires entraînera l'irrecevabilité de la candidature et son rejet sans analyse.

2.3 Intervenants

2.3.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Centrale Lille.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur Général de Centrale Lille.

2.3.2 Titulaire

Le titulaire indique dans son mémoire technique l'identité du chef de projet, interlocuteur unique de Centrale Lille, responsable du suivi du marché, capable de superviser et coordonner le suivi administratif et financier du marché.

En cas de changement de cet interlocuteur, le titulaire du marché doit en informer le Service Marchés au moins deux semaines avant changement effectif.

Article 3 – DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE

Les documents contractuels, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérés par avenant, régissant le marché sont, dans l'ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales « fournitures courantes et services (CCAG/FCS)

L'acte d'engagement conservé par Centrale Lille, fait seul foi en cas de contestation.

3.1 Documents non applicables

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

3.2 Election de domicile

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés aux coordonnées figurant sur la partie B de l'acte d'engagement.

En cas de modification des coordonnées, le titulaire en avertit le service des marchés par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

Article 4 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution débutent à compter du 03 novembre 2025. La date maximum d'exécution des prestations ne devra pas dépasser le 02 novembre 2029.

Les délais correspondant ne peuvent être modifiés sans l'accord préalable de Centrale Lille, faute de quoi, cette dernière sera fondée à s'approvisionner auprès de tout fournisseur de son choix (cf. article 9 « pénalités »).

Article 5 – CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Il n'est pas prévu de mise en concurrence pour le lot 1 : petits déjeuners et pauses sucrées avec ou sans service.

Le service acheteur aura, soit recourt aux prestations proposées par le titulaire dans son offre, soit définira une autre prestation de même catégorie en accord avec le titulaire.

Pour les lots 2 et 3 conclus avec plusieurs attributaires, l'accord-cadre prévoit une répartition des commandes entre les titulaires de chaque lot.

Pour chaque bon de commande, le titulaire est choisi selon un roulement selon la méthode dite « à tour de rôle ».

Lors de la survenance du besoin, le service acheteur aura le choix de recourir à l'un des trois titulaires du lot.

Le service acheteur adressera au prestataire une demande de devis par mail précisant la nature et la description des prestations à réaliser ; la date et le lieu d'exécution de la prestation.

Le titulaire répondra sous forme écrite par mail en joignant son devis chiffré en montant détaillant les prestations offertes et dans un délai permettant de respecter les délais d'exécution prévus à l'article 4 du CCTP.

Centrale Lille Institut sera attentive à la réactivité du titulaire, dans certains cas d'urgence, un délai de réponse contraint figurera sur la demande de devis.

L'attribution du bon de commande sera matérialisée par l'envoi d'un bon de commande au titulaire choisi.

Centrale Lille Institut détermine librement les modalités de répartition des commandes au regard des caractéristiques de l'accord-cadre. L'acheteur s'engage à être objectif, transparent et non discriminant dans ses choix.

Lorsque plusieurs manifestations ont lieu la même semaine, Centrale Lille Institut se réserve le droit de ne pas attribuer toutes les manifestations au même titulaire.

5.3 – Bulletin de livraison

La prestation doit être conforme à la commande et exécutée à la date et aux heures de réception précisées et au lieu indiqué. Elle doit être accompagnée d'un bon de livraison, établi en original et une copie qui précisent :

- La date de livraison
- La référence du marché

- L'identification du titulaire du marché
- L'identification de la prestation effectuée
- Le prix unitaire, hors TVA d'une part, TTC d'autre part, en euros.

L'original du bon de livraison étant destiné à l'Administration, la copie, visée par le responsable technique du marché, sera remis au titulaire du marché ou son représentant.

Tout bon de livraison ou partie du bon de livraison non conforme aux dispositions précédentes entraînera de plein droit la nullité de la facture ou de la partie lui correspondant.

5.3 - Opérations de vérifications

Les vérifications sont effectuées contradictoirement, à l'instant et sur le lieu de la prestation par le responsable technique du marché et par le fournisseur. L'absence du titulaire ou de son représentant aux opérations de vérifications ne fait pas obstacle à la validité des décisions qui s'en suivent.

Au sens du présent document, est considéré comme une vérification les opérations permettant à Centrale Lille de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché et que les prestations sont réalisées conformément au cahier des clauses techniques particulières.

Le silence gardé par Centrale Lille vaut acceptation.

5.4 – Réception/ajournement/réfaction et rejet

5.4.1 – Réception

Si le résultat des vérifications est satisfaisant, l'admission est prononcée séance tenante par signature ou cachet apposé sur les deux exemplaires du bon de livraison, dont le double est remis au titulaire. Ce duplicata visé vaut procès-verbal de réception provisoire.

5.4.2 – Ajournement/réfaction/rejet

S'il n'y a pas conformité, le bénéficiaire peut, s'il le juge opportun :

- Rectifier le bon de livraison sous la signature des deux parties
- Accepter la partie conforme de la prestation
- Faire compléter la prestation dans les délais prescrits sur mise en demeure verbale annotée sur les deux exemplaires du bon

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou de rejet de la prestation, sont à la charge du titulaire.

Article 6 – PRIX ET REVISION DES PRIX

6.1 Forme des prix

Les prix sont exprimés en hors taxes et réputés comprendre tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au transport, au service rendu sur place.

Ainsi, le prix est réputé comprendre tous les coûts nécessaires à l'exécution des prestations.

Le marché est traité à prix unitaires, ils seront appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix du marché sont exprimés en euros et sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres.

6.2 Prix de règlement

Les prix de règlement sont établis à partir des tarifs TTC du titulaire, exprimés en euro dans le bordereau de prix du lot correspondant. Ces prix ainsi déterminés comprennent :

- Le prix remis accordé par le titulaire au moment de son offre et s'applique pour toute la durée de l'accord-cadre.

Peuvent s'ajouter des remises exceptionnelles ou promotionnelles dont la durée de validité est limitée à celle de la promotion.

- La TVA en vigueur au jour de livraison.

6.3 Révision des prix et clause de sauvegarde

Les prix unitaires sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (mois M0).

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre puis révisables à compter de la deuxième année sans toutefois excéder l'augmentation des prix calculés sur la base des indices INSEE « services traiteurs et autres services de restauration ».

Les valeurs des indices INSEE sont à relever sur le site : <http://www.insee.fr>.

La formule de révision étant : $P = P_0 \times \text{nouvel indice}$

Ancien indice

P = prix révisé

P₀ = prix initial défini à la notification du marché et porté à l'acte d'engagement

Nouvel indice = valeur du dernier indice INSEE (N°CPF56.2 et identifiant 010545950) connu à la date anniversaire.

Article 7 – MODALITES FINANCIERES

7.1 Présentation et établissement des factures

Les factures afférentes au marché devront regrouper les éléments de façon à permettre la vérification par rapport aux éléments constitutifs de l'offre initiale.

Elle sera établie en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du lot et du marché ;
- La prestation exécutée ;
- Le montant hors T.V.A de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A ;
- Le montant total T.T.C des prestations exécutées.

Les factures seront libellées et envoyées par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO :

CENTRALE LILLE INSTITUT

Pôle facturier

Cité scientifique - CS 20048

59651 Villeneuve d'Ascq cedex – SIRET : 195 903 497 00012

Code service : MLP

7.2 Délai de paiement

Les modalités de mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics et le calcul des intérêts moratoires sont précisés dans les articles L2192-10 à L2192-15, R2192-10 à R2192-36 du Code

de la Commande Publique et dans le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le paiement des acomptes et du solde doit intervenir dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'admission de la prestation si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

Le paiement est effectué en euros et au compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur de Centrale Lille Institut, représentant du pouvoir adjudicateur, Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Centrale Lille Institut

7.2 Précisions sur les modalités de règlement

7.2.1 Avance

Centrale Lille Institut peut accorder une avance au titulaire du marché selon les modalités des articles R2191-3 et R2122-2 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues aux titulaires à titre d'acompte, de règlement partiel définitif.

Dans le silence du marché, ce remboursement s'imputera sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteindra 65% du montant, toutes taxes comprises du marché.

7.2.2 Acompte

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

7.3 Clause de sauvegarde

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat, sans indemnité, pour la partie qui continue à courir jusqu'à sa date d'expiration, et de faire supporter aux frais et aux risques du titulaire, toutes dépenses complémentaires rendues indispensables pour garantir les niveaux de service exigés dans ce marché. (Article 39 du CCAG/FCS).

7.4 Retard de paiement

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté. En effet, en cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire au cours d'exécution du marché, celui-ci doit impérativement, et dans les plus brefs délais, notifier ce changement à Madame l'Agent comptable de Centrale Lille Institut, et fournir le numéro de compte bancaire international (IBAN).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêts appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique.

7.5 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-51 du Code de la Commande Publique.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur peut remettre également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

7.6 Cession du marché

Le présent marché peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire sous réserve que :

- Le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution du marché
- La cession ne soit pas de nature à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire
- La cession ne soit pas de nature à modifier substantiellement l'économie du marché

Dans le cas où la cession du marché doit intervenir au bénéfice d'une autre personne morale, le titulaire, afin d'obtenir l'accord préalable de Centrale Lille Institut, informe ce dernier en temps utile et lui fournit les éléments nécessaires à son appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières.

Article 8 – PENALITES

8.1 Pénalité pour retard

Le respect de l'heure de livraison est un élément important dans l'exécution de la prestation. L'heure arrêtée dans la demande initiale et reprise dans le bon de commande devra être respectée. Lorsque l'horaire contractuel de démarrage de la prestation fixé au bon de commande est dépassé du fait du titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50€ par tranche de 15 minutes de retard.

8.2 Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail définies dans le CCAG/FCS, ainsi qu'à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit qui modifie l'article L8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

Si dans le cadre du dispositif mentionné à l'article L8222-6 du code du Travail, le titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin après réception de la mise en demeure à la situation délictuelle, Centrale Lille Institut peut appliquer des pénalités contractuelles ou rompre le contrat, sans indemnités, à ses frais et risques. Une pénalité journalière de 100€ HT sera appliquée par jour ouvré de retard dans la production des documents dans les délais impartis.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, Centrale Lille institut applique une pénalité à hauteur de 10 % du montant T.T.C. du marché dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail. Dans le cas d'un marché à

prix forfaitaire, la pénalité de 10 % s'applique en fonction du montant du marché. Dans le cas d'un contrat conclu à prix unitaires, la pénalité de 10 % se calcule par rapport au montant estimé du marché.

8.3 Pénalités pour non livraison

En cas de non livraison, l'acheteur peut exécuter la prestation auprès d'un autre titulaire de l'accord-cadre ou d'un autre traiteur et ce, aux frais du titulaire ayant fait défaut. Une pénalité sera appliquée en complément des frais facturés. Elle sera de 10% HT du montant de la commande initialement commandée et non livrée.

8.4 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect de la clause environnemental prévue dans le présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150€.

8.5 Pénalités pour manquement à l'obligation de réponse

En cas de non réponse d'un titulaire à une demande de devis, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire de 150€ sans mise en demeure préalable. Cette pénalité est majorée de 100€ pour chaque nouveau manquement.

8.6 Pénalités pour non remise en état des lieux

Pour certaines prestations, le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements dans les lieux d'intervention des différents services. En cas de non remise en état des lieux après exécution, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 25€.

8.7 Pénalités pour défaillance

En cas de défaillance totale du titulaire, sur un bon de commande qu'il avait préalablement accepté, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100% de la valeur du bon de commande.

8.8 Pénalités pour non reprise du matériel

Pour certaines prestations, le titulaire est tenu de retirer le matériel le jour même de la prestation ou le lendemain (après accord sur l'heure de retrait). En cas de non reprise du matériel après exécution de la prestation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 25€ par jour.

8.9 Pénalités pour non-respect des règles de sécurité et pour comportement inapproprié du personnel du titulaire

En cas de non-respect des règles de sécurité et comportement inapproprié du personnel du titulaire, une pénalité forfaitaire de 100€ sera appliquée par constat.

8.10 Pénalités pour non-respect prescriptions sanitaires et de la législation en la matière

En cas de non-respect des prescriptions sanitaires et de la législation en la matière, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€.

8.11 Pénalités pour non transmission de la fiche explicative

En cas de non transmission de la fiche explicative (ou tout autre support) comportant les informations relatives à la composition des menus et la provenance des produits, une pénalité forfaitaire de 100€ pourra être appliquée au titulaire.

8.12 Pénalités pour non déclaration de sous-traitant

Le titulaire pourra encourir pour chaque manquement à l'obligation de déclaration préalable d'un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de 500€ par infraction constatée.

8.13 Autres stipulations

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire : les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS s'appliquent. En cas de non-exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée

sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur. Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.14 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

Si les prestations attendues ne sont pas conformes en quantité, en qualité (exemple : service non réalisé) et selon les normes en vigueur, le titulaire est tenu d'y remédier dans les plus brefs délais. Celui-ci doit remplacer les prestations rejetées dans les délais compatibles avec la tenue de l'évènement.

En cas de défaillances confirmées en l'absence de cas de force majeure dûment constatée, Centrale Lille Institut appliquera une réfaction sur le prix des prestations non réalisées dans les conditions prévues à la commande et au CCTP.

L'acheteur peut appliquer au prestataire, une réfaction jusqu'à 20% du montant hors taxes de la facture.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Article 9 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

9.1 Dispositif de vigilance (article D8222-5 du Code du Travail)

Le titulaire s'engage à fournir les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 du code du Travail.

A défaut, le marché est résilié de plein droit dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCAP.

9.2 Assurances

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de Centrale Lille Institut, par tout moyen permettant de donner date certaine ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 12 « résiliation » du présent C.C.A.P..

Article 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Au-delà des objectifs de la loi EGALIM, plusieurs initiatives complémentaires peuvent être mises en œuvre afin de renforcer la transition vers une alimentation plus juste, saine et durable. Pour plus de précisions, se référer au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le titulaire présente des prestations prenant en compte le développement durable et notamment l'utilisation de matériaux, les temps de trajet entre le lieu de production et le lieu de livraison.

Le titulaire pourra proposer des produits cultivés dans le respect des cycles biologiques (fruits et légumes de saison issus de récoltes prélevées à juste maturité, produits régionaux, produits équitables). Ils devront fournir, pour ces produits biologiques, au moins l'une des certifications suivantes :

- Le label AB

- Le label bio équitable
- Le label « agriculture biologique » européen.

La saisonnalité des produits frais est privilégiée. Les produits de saison se définissent comme ceux étant produits en France métropolitaine pendant la saison considérée.

L'huile de palme, de coprah et de coco sont proscrites.

L'ensemble des matériaux et/ou emballages utilisés devront être en matière recyclable et biosourcés, les entreprises retenues devront minimiser leurs emballages et nous livrer dans des packagings à l'empreinte carbone réduite.

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- REACH (règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)).

En cas d'évolution de la réglementation concernée, le titulaire communique à Centrale Lille Institut les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer.

En cas de manquement, le titulaire encourt les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés.

Article 11 – DISPOSITIONS GENERALES

11.1 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés :
- du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Par dérogation à l'article 5.2 du C.C.A.G. / F.C.S., l'application du règlement précité ne nécessite aucun formalisme de modification de l'accord cadre.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout Etat permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit à l'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit de portabilité, droit à l'effacement, droit de recours devant une autorité).

11.2 Médiation

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

11.3 Clause stipulée non écrite

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites, cependant que les autres stipulations du marché conserveront toute leur force et leur portée.

Article 12 – RESILIATION

Sans préjudice des stipulations des articles 38 et suivants du C.C.A.G./F.C.S., et conformément à l'article L2395-2 du Code de la Commande Publique, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique sont inexacts ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 ou D8254-2 à D.8254-5, R 1263-12 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du C.C.A.G./F.C.S.. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont imputés au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Article 13 – REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différent entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différent. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différents qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité Consultatif de règlement amiable des litiges compétent (Articles R.2197-1 et suivants du Code de la Commande Publique) ou à la DREETS (<https://dreets.gouv.fr>).

Enfin, les recours peuvent être déposés sur le site <https://www.telerecours.fr>.